



Bulletin de StreetNet

No. 18 Avril, 2010

Rassemblement des vendeurs dans 100 quartiers de Delhi pour la campagne Villes de Classe Mondiale pour Tous (WCCA)

Par Arbind Singh, Co-ordinator of NASVI

La campagne "Villes de Classe Mondiale pour Tous" a été organisée avec succès dans la capitale nationale "Delhi" avec la promesse de poursuivre le mouvement. C'était pour la toute première fois que l'Alliance Nationale des Vendeurs de Rue de l'Inde (NASVI) organisait une campagne à Delhi, couvrant toutes les zones de la municipalité de Delhi (MCD).

L'objectif principal de cette campagne était de sensibiliser les politiciens sur les conditions de vie des vendeurs de rue de Delhi et d'inclure les préoccupations des vendeurs dans la planification à niveau macro, de mobiliser l'organisation locale et d'offrir aux vendeurs une opportunité de s'exprimer devant les autorités concernées.

La campagne a été couronnée de succès parce que NASVI a pu rencontrer le Gouverneur de Delhi, le Commissaire du MCD et d'autres officiels de haut rang de divers départements le 17 Novembre 2009, pour discuter des problèmes rencontrés par les vendeurs de Delhi. De plus, la campagne a permis de réunir au sein d'une même structure, des organisations locales différentes qui travaillent dans les différents quartiers de Delhi. Les organisations d'extrême gauche et d'extrême droite se sont joint à la campagne; elles ont oublié les intérêts individuels de leurs organisations respectives et ont fait preuve d'unité pour soutenir la cause des vendeurs. Ils ont tous accepté le leadership de NASVI et ont donc accepté d'oeuvrer sous sa direction.

NASVI a organisé une réunion le 7 Novembre 2009 à son bureau. Les leaders de 11 organisations différentes étaient présents à la réunion. Ils ont

décidé de développer un mécanisme à Delhi visant à promouvoir les négociations collectives avec les autorités. Ils ont aussi discuté des possibilités de mettre en place une alliance regroupant les organisations dans le but de créer un mouvement conjoint et d'intégrer ensuite d'autres alliés à l'alliance. Après de longues discussions, ils se sont mis d'accord sur le projet de former la

"Delhi Rehdi Patri & Saptahik Bazaar Hawkers Sangharsh Morcha". L'alliance a aussi élaboré une charte des revendications sur lesquelles tous les alliés sont d'accord.

La charte demande l'application des provisions de la politique nationale sur la sécurité sociale, la mise en place de comités d'octroi des licences et de délimitation des zones, un nouveau modèle, des raids illégaux et des amendes infligées aux vendeurs de rue. Voici la première revendication de la campagne WCCA: **Dans le cadre de la préparation des Jeux du Commonwealth-2010 et du programme d'embellissement des villes, aucun vendeur ne doit être expulsé sans qu'un espace de vente alternatif ne lui soit accordé.**

Le coup d'envoi de la campagne a eu lieu le 11 Novembre à Narela No 1 avec une cérémonie d'inauguration de la campagne à laquelle plus de 150 vendeurs et leaders locaux ont participé. Après, que le véhicule de la campagne ait circulé dans différents marchés de Narela et

que des réunions d'urgence de rue aient été organisées à plusieurs endroits. A peu près 100 réunions de rue ont été organisées à divers endroits et sur les marchés, pendant les 12 jours de la



L'affiche de la Campagne WCCA envoie un message clair prônant le respect des droits des vendeurs de rue et de marché, alors que les Jeux du Commonwealth approchent en Inde

campagne à Delhi. Le message de la campagne était très clair et puissant. Les affiches et pamphlets de la campagne ont été distribués partout.

Malgré un emploi du temps chargé consacré à la vente de marchandises, tous les vendeurs ont promis de se réunir à Town Hall le 20 Novembre dans un rassemblement visant à démontrer leur solidarité, leur unité et leur force.



Le véhicule de la Campagne WCCA fait le tour de plus de 100 zones de Delhi pour diffuser le message
Photo: NASVI

Editeurs: Asha Moodley, Lou Haysom
Arrangeuse: Lou Haysom
StreetNet International
1008 Salmon Grove Chambers
407 Anton Lembede Street
Durban 4001, South Africa.
Telephone (27) 31 3074038 Fax (27) 31 306 7490
e-mail address - info@streetnet.org.za
Website <http://www.streetnet.org.za>

Une Coupe du Monde sans Xénophobie en Afrique du Sud

La campagne planifie la réalisation d'un programme des Forums anti-xénophobie dans les villes hôtes de la Coupe du Monde 2010 entre Février et Mai. Pour célébrer la première Coupe du Monde jamais organisée en Afrique, qui se tiendra en Afrique du Sud, les affiliés de StreetNet en provenance de différentes parties d'Afrique seront invités aux Forums pour parler de l'importance d'inclure le pauvre urbain dans la planification des événements sportifs internationaux, et parler de la xénophobie.

Objectifs

1. Sensibiliser les travailleurs de l'économie informelle sur les risques de xénophobie durant la tenue de la Coupe du Monde 2010 dans le contexte de d'agressions récemment perpétrées envers des étrangers;
2. Faciliter une bonne compréhension des objectifs de la Campagne WCCA;
3. Planifier les activités de la Journée Africaine et commémorer l'Héritage Africain.

Les Forums vont cibler les associations des vendeurs de rue et de marché ainsi que les organisations de l'économie informelle, y compris les associations des opérateurs de taxi, les associations de propriétaires de tavernes ainsi que les organisations de la société civile des pauvres urbains.

La journée internationale de la femme qui se tiendra le 08 Mars 2010 sera commémorée à Durban par la Campagne WCCA pour attirer l'attention sur l'impact de la xénophobie sur les femmes travailleuses de l'économie informelle dans le cadre des préparatifs de la Coupe du Monde 2010.

Source: Le rapport de planification de la Campagne

Collaborateurs

Les affiliés de StreetNet International: StreetNet Ghana Alliance; LDFC, DRC; ASSOTSI, Mozambique; AZIEA, Zambia; SYVEMACOT, Togo; SEU, Bangladesh; CTCP, Nicaragua; NASVI l'Inde.
Bureau de StreetNet: Gaby Bikombo, Pat Horn
Organisateurs de la campagne WCCA, Afrique du Sud: Paul Shambira, Nkosinathi Jikeka.
Organiseurs de StreetNet: Sibailly Douhoure, Monica Garzaro.

Dans ce Numéro

Rassemblement des vendeurs dans 100 Zones de Delhi pour la campagne WCCA	Page 1
La campagne WCCA - Une Coupe du Monde exempte de Xénophobie en Afrique du Sud	Page 3
Rapport sur la visite de terrain en Amérique Latine	Page 3
Conférence Régionale de l'OIT: "l'Economie Sociale - Réponse de l'Afrique à la crise mondiale"	Page 4
Atelier régional de l'Amérique latine	Page 5
Expansion de StreetNet en Europe de l'Est	Page 6
StreetNet et DITSELA organisent le deuxième atelier sur l'organisation dans l'économie informelle	Page 6
SYVEMACOT organise un atelier sur les négociations dans l'économie informelle	Page 6
La réunion de l'Union Africaine souligne la vulnérabilité des travailleurs de l'économie informelle	Page 7
L'Alliance du Cap de l'Est en Afrique du Sud, visite CTCP au Nicaragua	Page 7
Programme d'activités par pays des affiliés de StreetNet	Page 8
Union des travailleurs autonomes (SEU), Bangladesh, renforce son union des compétences en leadership	Page 8
AZIEA a organisé un atelier sur l'intégration de la femme	Page 9
l'Alliance StreetNet du Ghana organise un atelier sur le renforcement des capacités	Page 9
KENASVIT: Atelier sur la pratique de négociation collective pour les vendeurs informels	Page 10
Visite d'échange entre ASSOTSI du Mozambique et LDFC, RDC	Page 10
Les réunion et dates de StreetNet pour l'an 2010	Page 11
Campagne Villes de Classe Mondiale pour Tous (WCCA) - Afrique du Sud	Page 12

Rapport sur la visite de terrain en Amérique Latine

Par Monica Garzaro, Organisatrice pour l'Amérique Latine, L'Afrique Australe et L'Afrique de l'Est

La visite de terrain en Amérique Latine a eu lieu du 17 Septembre au 22 Octobre 2009 et a inclu des pays comme le Nicaragua, la Colombie, l'Equateur, le Venezuela et le Guatemala. Au départ il était prévu que le Honduras fasse également partie de cette visite mais il n'a pas été possible de s'y rendre à cause de l'instabilité politique présente dans ce pays.

Les objectifs principaux de cette visite étaient de:

- Rendre visite aux affiliés de StreetNet dans les pays où ils sont présents, et apprendre à connaître leur environnement. C'était le cas pour CTCP au Nicaragua et FUTRAND au Venezuela.
- Réaliser un travail d'exploration en vue de recruter de nouvelles organisations membres dans les pays où StreetNet n'a pas encore d'affiliés. C'est le cas de pays comme l'Equateur, la Colombie et le Guatemala.
- Lancer des processus de mise en place d'alliances nationales là où l'on trouve un grand nombre d'organisations dans le secteur de vendeurs de rue/de marché.
- Tirer des enseignements de la participation des différentes parties prenantes dans l'économie informelle.
- Déterminer quel est le niveau de prise de conscience et de participation dans les structures organisées par les vendeurs de rue et de marché en Amérique Latine.
- Déterminer quels sont les processus de formation, les pouvoirs, le rôle et la capacité des femmes en jeu dans l'économie informelle, et promouvoir le leadership des femmes.
- Le temps passé au Nicaragua a été consacré à aider les nicaraguayens à organiser l'Atelier Régional d'Amérique Latine (voir le rapport page 5). Le CTCP du Nicaragua qui a organisé l'atelier a fait un très bon travail en organisant ce grand événement pour les affiliés de StreetNet d'Amérique Latine.

Colombie

Après l'atelier régional, je suis allée à Bogota, en Colombie. J'ai eu l'opportunité de comprendre et de réunir des informations sur les conditions de travail et la réalité organisationnelle de ce secteur pendant mes réunions avec la CGT, qui représente les travailleurs du secteur informel ainsi que les organisateurs du secteur informel de la CTC, de la CUT et de l'Internationale des Services publics. En Colombie, le processus de formation d'alliances locales a commencé par un processus d'unification dirigé par la CUT auquel les organisations membres d'autres centrales syndicales ont participé. Nous avons convenu avec le département de l'économie informelle de la CUT qu'ils nous tiendraient informés sur l'évolution de ce projet.

Equateur

Après ma visite en Colombie, je me suis rendue à le membre du Congrès Marco Murillo, qui est

chargé de la commission spécialisée sur les droits collectifs, ainsi que les leaders des organisations de l'économie informelle, le Secrétaire Général de l'Association des vendeurs de marché qui représente les groupes indigènes. J'ai aussi rencontré SERPAJ, une organisation à but non-lucratif qui travaille avec les leaders des jeunes sur la résolution des conflits, et les droits du travail pour un travail décent. Ils ont expliqué les implications du projet de loi sur l'économie informelle qui est en train d'être discuté au Congrès selon lequel les travailleurs ne seraient plus autorisés à négocier leurs conditions en tant qu'organisations mais plutôt en tant que petites et moyennes entreprises. De même qu'En Colombie, il y existe ici des politiques sévères qui protègent l'espace public et "le plan de récupération" ne permet pas aux vendeurs de vendre quoi que ce soit sur les rues. Les femmes membres du Comité Exécutif de l'Association Tahuantinsuyo nous ont parlé des problèmes qu'elles rencontrent pour gagner leur vie. La vente de rue y est illégale.

Venezuela

Au Venezuela, la Secrétaire Générale de l'affilié de StreetNet FUTRAND, Blanca Llerena, a organisé un certain nombre de réunions avec les leaders de l'organisation. Le premier problème qui a attiré mon attention concernait la répression politique des Syndicats sous le mandat du Président Hugo Chavez qui a fait passer une loi qui rend illégale la collecte des cotisations par les syndicats. Ceci dans le but d'affaiblir le mouvement syndical au Venezuela. On m'a emmenée visiter PROCATIA, une initiative intéressante qui s'occupe du recyclage et gestion d'ordures. J'ai eu l'opportunité de rencontrer le Secrétaire Général de la CGT-FETRALCOS (Federación de Trabajadores Latinoamericanos del Comercio, Oficinas y Empresas Privadas de Servicios) une Fédération latino-américaine pour les travailleurs du secteur du commerce qui oeuvre en vue de l'unité du secteur informel.



Blanca Llerena, Secrétaire Générale de FUTRAND accompagnée des leaders de l'organisation des vendeurs de marché
Photo: StreetNet

Atelier régional de l'Amérique latine

Par Monica Garzaro, Organisatrice pour l'Amérique Latine, L'Afrique Australe et l'Afrique de l'Est

L'Atelier régional de StreetNet en Amérique latine a eu lieu du 28 Septembre au 2 Octobre 2009 à Managua, Nicaragua. Je me suis rendue au Nicaragua une semaine avant l'atelier régional où j'ai travaillé avec l'affilié de StreetNet CTCP, qui a accueilli et organisé l'événement. Cela m'a donné une chance de rencontrer l'équipe de travail de CTCP pour discuter de la planification logistique de l'événement et des progrès réalisés sur les différentes tâches.

Les objectifs de l'événement étaient de:

- Se rencontrer en vue de partager et d'approfondir les connaissances des caractéristiques et des réalités rencontrées par les organisations membres de StreetNet dans la région.
- Définir la structure régionale de StreetNet dans les Amériques et ses mécanismes de fonctionnement.
- Définir les lignes d'action à adopter pour l'expansion des affiliés de StreetNet en Amérique Latine et la visibilité de l'organisation.

Les délégués qui ont participé à l'atelier ont été envoyés par les affiliés Latino-Américain suivants: FEDEVAL, Pérou; FOTSSIEH, Honduras; FNOTNA, Mexique; FUTJOPO-CIF, République Dominicaine; FUTRAND, Venezuela; SIVARA, Argentine; Projet des vendeurs de rue, New York; CTCP, Nicaragua.

Le premier jour de l'événement, CTCP a organisé une conférence de presse sur l'atelier régional de Streetnet International en Amérique latine au cours duquel StreetNet a exposé aux médias son travail en vue de l'établissement des droits des vendeurs de rue et de marché et a souligné l'importance de l'atelier régional.

L'ordre du jour incluait une Conférence publique qui a réuni les organisations du Nicaragua et des invités orateurs de haut niveau dont le ministre du travail du Nicaragua, Janeth Chavez, qui a rappelé aux délégués l'importance de l'initiative prise par l'organisation et du travail en réseau, étant données les conditions pesant sur l'économie informelle au Nicaragua comme dans d'autres pays du monde. Le secrétaire général de FNT, centrale syndicale nationale du Nicaragua, a dit que le fait que la majorité des travailleurs du secteur informel vivent dans des conditions marginalisées, bien que leur contribution à l'économie nationale soit significative, était préoccupant. Orlando Nuñez, consultant de la présidence, a caractérisé le secteur comme étant composé de travailleurs autonomes

qui sont exploités par le système économique. Il a souligné qu'il est important que les travailleurs s'organisent à partir d'une forte position de classe pour construire une solide économie sociale.

Le deuxième jour les affiliés ont eu l'occasion de présenter leurs organisations, leurs expériences, les défis qu'ils rencontrent et la politique de parité suivie par leurs organisations. Les affiliés ont rapporté le fait que, grâce à la constitution de leurs organisations, ils négociaient avec les gouvernements locaux et nationaux afin d'améliorer leur situation et ont signalé que la formation des membres sur les techniques et compétences de négociation se poursuit. Le processus de formation a introduit un changement dans leurs organisations, en particulier pour les femmes qui en ont bénéficié en revendiquant l'égalité des travailleurs.

Le troisième jour, les participants ont travaillé en groupes pour discuter de la structure régionale latino-américaine, de sa structure de travail et du point focal devant être suivi par l'organisation. Pat Horn, coordonnatrice de StreetNet International a expliqué les Termes de Référence à suivre pour l'établissement des structures régionales. Elle a souligné que la structure de coordination était plus important que le point focal de l'organisation.

La proposition d'un des groupes a été retenue, elle concernait la création d'une structure de coordination qui reproduirait les caractéristiques applicables de StreetNet au niveau régional. Il existerait un comité exécutif, centralisé sur le point focal de l'organisation et un Conseil régional composé de représentants de tous

les affiliés présents dans la région. La structure régionale se réunira une fois par an afin de discuter des problèmes rapportés par les différents affiliés. CTCP, Nicaragua, a été désigné par les délégués pour être, le point focal régional de l'organisation pour l'Amérique latine.

Pendant l'atelier, les délégués ont rédigé et adopté une Résolution sur le Honduras, par solidarité avec FOTSSIEH et ceux qui travaillent pour ramener la paix dans ce pays.

Le quatrième jour, les délégués au cours d'une visite de terrain, ont rencontré les vendeurs de rue et de marché dans la banlieue de Managua, ce qui s'avère être intéressant pour en savoir plus sur la culture du Nicaragua et sur les conditions de travail de ce secteur.

Nous croyons que les objectifs de l'atelier régional ont été atteints et CTCP, Nicaragua a fait un très bon travail en organisant l'événement pour tous les affiliés d'Amérique latine et a également aidé StreetNet à suivre des organisations de pays d'Amérique centrale qui représentent les vendeurs de rue et de marché.



De gauche à droite: Orlando Mercado, Sandra Flores, CTCP-FNT; Adrian Martinez, Secrétaire Général de CTCP-FNT; Dr Janeth Chavez, Ministre du Travail; Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International
Photo: StreetNet

Guatemala

Le Guatemala est le dernier pays que j'ai visité. J'ai d'abord rencontré deux représentants de Proyecto Pilar de l'initiative Global Fairness, un projet qui fait partie de l'accord commercial CAFTA, au Nicaragua et au Guatemala. Leur objectif est d'améliorer la capacité du gouvernement rassembler des données sur le secteur informel, tout en encourageant sa formalisation et étendre les droits du travail aux travailleurs de ce secteur. J'ai rencontré trois autres organisations pour discuter de l'organisation de l'économie informelle et du soutien apporté, comme le fait la fondation Mario Lopez Larrave, qui s'occupe de l'éducation des travailleurs du secteur formel et du secteur informel, la CEADEL, une organisation qui travaille avec les vendeurs de marché sur le travail des enfants. Jorge Peralta, Secrétaire Général de FENTRAVIG, un leader qui travaille pour la formation de la Federación de Vendedoras por Cuenta propia, une organisation nationale qui soutient les droits et luttes des vendeurs de rue et de marché au Guatemala, a organisé une réunion entre les leaders de la fédération et moi-même. J'ai eu l'opportunité de leur parler de StreetNet et de ses politiques.

Ils ont dit être très intéressés et désireux d'envoyer leur demande d'affiliation une fois que la fédération sera consolidée.

Lors de ma visite en Amérique Latine, j'ai trouvé une situation similaire dans tous les pays que j'ai visité, dans lesquels les gouvernements locaux et nationaux, au nom du soit disant "embellissement" ou "nettoyage de l'espace public" ont proposé aux travailleurs informels des alternatives à la vente de rue qui ne fonctionnent pas, et qui prennent fréquemment un caractère répressifs. Les gens que j'ai rencontrés ont pris connaissance du travail réalisé par StreetNet International et des efforts que nous déployons en vue de renforcer les capacités des organisations, d'encourager les organisations de vendeurs à former des alliances locales et nationales pour qu'ils puissent s'affilier à StreetNet. En ce qui concerne les objectifs principaux de cette visite, je peux dire qu'ils ont été atteints, car cette visite nous a permis de réunir des informations nous permettant de commencer un processus visant à inciter de nouvelles organisations à s'affilier à StreetNet, et soutenir les affiliés de StreetNet dans la région d'Amérique Latine.

Conférence Régionale de l'OIT: "l'Economie Sociale – Réponse de l'Afrique à la crise mondiale"

Par Gaby Bikombo, StreetNet International

L'OIT a réalisé un atelier régional sur l'Economie Sociale à Boksburg, non loin de Johannesburg en Afrique du Sud du 19 au 21 Octobre 2009. Le but de la conférence était de permettre aux experts, activistes et praticiens de la Société Civile de se rencontrer pour discuter du concept d'"Economie Sociale", échanger leurs expériences et développer un plan d'action. Plus de 250 participants en provenance de l'OIT (25%), d'Afrique et d'ailleurs, ont pris part à cette conférence.

L'Economie Sociale est définie par l'OIT comme un système qui "met la population et les communautés, et non le profit, au centre de ses objectifs. Le but principal des entités de l'économie sociale, est de créer un surplus social et économique en premier lieu, et non pas le profit. Les organisations de l'économie sociale sont par exemple les coopératives, les sociétés d'intérêt mutuel et les associations et entreprises sociales. Elles sont gérées comme des entreprises, produisant des biens et services pour servir des objectifs économiques, sociaux, et sociétaux. Les entreprises de l'économie sociale permettent à leurs membres de participer aux marchés et de défendre leurs intérêts économiques et sociaux".

Différentes régions ont eu l'opportunité de parler de leurs expériences sur l'économie sociale dans leurs pays et régions respectifs. Nous avons ensuite continué à travailler en groupes (SADC, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique du Nord et le reste du Monde) pour, dans un premier temps élaborer et proposer une définition plus inclusive et acceptable du concept d'"Economie Sociale" et par la suite proposer un plan d'action. L'après-midi du 21 était spécialement consacrée à discuter et à se mettre d'accord sur le plan d'action à suivre à tous les niveaux.

- Le plan d'action pour la promotion des Organisations et Entreprises de l'Economie Sociale en Afrique inclut les objectifs stratégiques ci-dessous:
- **Au niveau Mondial:** Accroître la reconnaissance et le partenariat des organisations et entreprises de l'économie sociale.
- **Au niveau Régional:** Accroître la connaissance liée à la promotion des organisations et entreprises de l'économie sociale et renforcer les réseaux africains de l'économie sociale.
- **Au niveau National:** Mettre en place une politique et un environnement légal et institutionnel appropriés aux organisations et entreprises de l'économie sociale ainsi que promouvoir et renforcer les structures de l'économie sociale au niveau national.
- **Aux niveaux Moyen et Micro:** S'assurer que les organisations et entreprises de l'économie sociale soient plus efficaces et contribuent aux besoins de la population en ce qui concerne la création des revenus, la protection sociale, la promotion de l'emploi, les droits au travail, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la lutte contre le VIH-SIDA, et soient capables d'atténuer les effets de la crise.

La contribution des organisations et entreprises de l'économie sociale sur l'Agenda du Travail Décent sera discutée lors de la Conférence Internationale du Travail. Lire Le plan d'action: http://www.ilo.org/public/english/region/afpro/addisababa/pdf/se_planofaction_fr.pdf

Expansion de StreetNet en Europe de l'Est

Par Pat Horn, coordinatrice Internationale de StreetNet International

Après deux réunions stratégiques avec WIEGO et ITUC-PERC réalisées en Novembre 2008 à Varsovie et en Avril 2009 à Bratislava, une visite de terrain destinée à établir davantage de contacts au Kirghizistan, en Autriche, en Croatie, en Serbie, en Roumanie, en Moldavie, en Bulgarie et en Turquie, a été entreprise en novembre.

De cette visite de terrain ont émergé les recommandations suivantes, qui doivent être distribuées aux membres du Conseil International, pour être discutées au cours de leur prochaine réunion en Mai 2010:

1. Travailler avec les organisations suivantes en vue de garantir leur affiliation:

- Bulgarie - Union des travailleurs du Commerce (PODKREPA) et les structures syndicales de KNSB concernées, en dialogue avec UNI.
- Croatie- Syndicat des vendeurs de marché & des espaces ouverts (HUS); approfondir également le travail avec l'union HUS de vendeurs sur les bancs "ProDavaca de Sindikato Na Klu-nama".
- Kirghizistan – Syndicat des travailleurs du commerce, Hôtels et restaurants.
- Moldavie- Business Sind de Moldavie, qui a adressé une demande d'affiliation à StreetNet).

2. Adopter le Russe comme une quatrième langue officielle, c'est-à-dire que le site web et les bulletins d'information devraient être rédigés en Russe, ainsi qu'en Anglais, Français et Espagnol – pour améliorer la portée et l'accessibilité des organisations dans cette région.

3. S'Engager dans davantage de travaux sur le terrain en Turquie en vue d'obtenir plus d'informations substantielles sur les organisations des vendeurs de rue et de marché (y compris les commerçants transfrontaliers) dans les différents districts du pays.

4. StreetNet devrait s'engager en tant que partenaire dans le Projet de voyage en bateau sur le Danube faisant partie de la campagne des vêtements propres.



Les vendeurs de rue dans la ville Chisinau de Moldovie
Photo: StreetNet

StreetNet et DITSELA organisent le deuxième atelier sur l'organisation dans l'économie informelle

DITSELA et StreetNet International ont organisé conjointement un Atelier de formation de formateurs très réussi, portant sur l'organisation dans l'économie informelle pour les organisations de la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) en juillet 2007, et il a été convenu d'organiser un atelier de suivi pour toutes les organisations de travailleurs Sud-Africains qui sont chargées de l'organisation des travailleurs dans différents secteurs de l'économie informelle. L'atelier s'est déroulé du 8 au 12 Février 2010, à Booyesen's Hotel à Johannesburg et plus de 30 organisateurs y ont participé. Les objectifs de l'atelier étaient de:

1. Mettre en place une capacité éducative pour les travailleurs vulnérables en Afrique du Sud, y compris ceux de l'économie informelle.
2. Renforcer l'organisation des travailleurs vulnérables, y compris ceux travaillant dans l'économie informelle, en Afrique du Sud.
3. Mettre en place un système d'éducation des travailleurs pour les organisations de travailleurs vulnérables existantes.
4. Mettre en place un système d'éducation des travailleurs visant de nouvelles initiatives dans le but d'organiser les catégories informelles non – organisées de travailleurs formels et informels se trouvant dans des situations vulnérables.
5. Promouvoir des solutions organisationnelles pour contrer les mesures de la globalisation qui maintiennent les travailleurs hors du cadre de l'emploi formel sécurisé.

SYVEMACOT organise un atelier sur les négociations dans l'économie informelle

Par Théophile Folly Amouzou, SYVEMACOT

SYVEMACOT du Togo a réalisé un atelier sur les négociations dans le secteur de l'économie informelle, pour ses membres, à Lomé du 29 au 30 août 2009 au bureau de la Fédération des Travailleurs du Bois et de Construction du Togo (FTBC). Les facilitateurs de l'atelier étaient Ayao Gbandjou et Abass Kessouagni.

Trente participants (dont 18 femmes et 12 hommes) en provenance de quatre organisations (SYVEMACOT, AREMAN, SYTREBACT, FAI-NATRACIT) y ont pris part. Les objectifs de l'atelier étaient de renforcer les compétences dans les négociations, les capacités des dirigeants et la démocratie interne d'une organisation. De plus, nous espérons que le résultat nous aidera à augmenter l'adhésion et à renforcer le dialogue entre les autorités locales et l'administration au Togo.

Le programme de l'atelier traitait de la structure de l'économie informelle, des techniques de négociation, de la gestion des conflits, de la protection sociale et du VIH/SIDA, le tout dans le contexte de l'économie informelle.

La réunion de l'Union Africaine sur l'économie informelle souligne la vulnérabilité des travailleurs de l'économie informelle

La septième session ordinaire de la Commission des affaires sociales et du travail de l'Union africaine, s'est déroulée du 28 septembre – au 2 octobre, 2009, à Addis-Ababa, en Ethiopie, sur le thème: L'impact de la crise mondiale sur "Les marchés de l'emploi et du travail en Afrique". Il a été rapporté que le "manque ou l'insuffisance de reconnaissance et de protection juridique des travailleurs du secteur informel sous un cache juridique et de contrôle alimente leur niveau élevé de vulnérabilité et de pauvreté".

La réunion faisait suite aux "Recommandations de la 6ème LSAC sur l'étude de l'économie informelle en Afrique: Le Programme sur l'économie

informelle". Le meeting a réuni les syndicats, les ministres du travail, les associations des employeurs et l'OIT. L'affilié de StreetNet UGSEIN du Niger a participé à la réunion.

Le rapport affirme la nécessité de favoriser des "représentations, organisations démocratiques et fonctionnelles dans l'économie rurale et informelle. Les gouvernements nationaux et locaux sont les clés de l'amélioration de l'environnement de l'EI, notamment pour une représentation efficace des travailleurs dans le secteur".

Sur la question de "Manque de reconnaissance" le rapport de l'UA recommande de chercher à établir une coopération avec des organisations internationales des travailleurs informels, y compris StreetNet International, SEWA et de NASVI en Inde. Source: Rapport de l'Union Africaine sur la réunion du 28 Septembre au 2 Octobre 2009

L'Alliance du Cap de l'Est en Afrique du Sud, visite CTCP au Nicaragua

Par CTCP, Nicaragua

Les objectifs de StreetNet incluent le renforcement des affiliés par la production d'échange d'informations et d'idées en vue de la recherche des moyens de résoudre les problèmes auxquels font quotidiennement face les travailleurs autonomes. Dans ce cadre de priorités, la visite d'échange entre CTCP, Nicaragua et l'Alliance de vendeurs de rue du Cap de l'Est (ECSVA) en Afrique du Sud a eu lieu du 01 au 05 octobre 2009 dans la ville de Managua au Nicaragua.

Les objectifs étaient de partager des expériences sur les lieux du travail, la culture et les stratégies organisationnelles dans le secteur informel. Le 01 octobre, la délégation en visite de ECSVA, composée de Fundile Jalile, Evaliswa Ndesi, et la Coordinatrice de StreetNet International, Pat Horn a participé à une réunion du Comité Exécutif National de CTCP-FNT tenue au bureau du syndicat où les visiteurs ont appris comment est organisé CTCP et quels sont ses objectifs, sa mission et sa vision.

Le 2 Octobre les visiteurs ont été conduits au Syndicat de Chureca pour connaître le travail des membres qui travaillent à la décharge d'ordures de la municipalité et mesurer l'énergie que ce travail leur donne pour améliorer leurs conditions de vie. Le jour suivant, nous avons rencontré les vendeurs du marché de la municipalité aux sources de Tipi Tapa et avons eu une réunion avec le syndicat des vendeurs de marché.

Le 04 octobre, le groupe a fait un tour du marché des Lévites Israéliens où nous avons échangé des expériences avec les vendeurs et visité un dépôt pharmaceutique à but non lucratif dans le marché.

Le même jour, nous avons rendu visite au syndicat des Echangeurs de la monnaie et aux vendeurs se trouvant aux environs des feux de signalisation à la gare routière de Metrocentro.



**Un travailleur Informel dans un marché au Nicaragua
Photo: StreetNet**

Le 05 Octobre, les représentants de l'Alliance du Cap de l'Est sont retournés dans leur pays. Nous croyons en tant qu'organisations de vendeurs autonomes que l'échange d'expériences nous a appris comment nous pouvons gérer les différentes situations et comprendre les différents contextes qui existent dans différents pays. C' Il est important d'apprendre comment résoudre les problèmes que nous connaissons dans le secteur de l'économie informelle en tant qu'organisations.

Programme d'activités par pays des affiliés de StreetNet

Le tableau ci-dessous montre les progrès réalisés en 2009 avec le programme d'activités par pays réalisées par les affiliés de StreetNet. Il reflète le statut des activités, celles accomplies et les affiliés qui n'ont pas soumis les budgets et le programme de leurs activités malgré l'encouragement et le soutien de l'organisateur adjoint pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale et l'Asie, Sibailly Douhoure et pour l'Amérique Latine et l'Afrique australe et orientale, Monica Garzaro. Il est à espérer que tous les affiliés de StreetNet vont profiter de la possibilité d'organiser des programmes de développement de leurs organisations.

Source: Rapport de la Coordinatrice de StreetNet International

Statut des activités par pays entreprises par les affiliés de StreetNet	Région	Pays	Affiliés	Activités totales
Activités terminées et tous les rapports reçus (Zambie, Afrique du Sud, Malawi, Kenya, Zimbabwe, RD Congo, Ghana, Togo, Niger, Inde, Népal, Bangladesh, Pérou, Argentine, Honduras)	Afrique Australe & de l'Est Afrique Centrale & de l'Ouest Asie Amérique Latine	5	5	6
		5	6	5
		3	3	3
		3	3	4
		16	17	18
Activités terminées mais sans présentation de rapport (Mozambique, Lesotho, Bénin, République Dominicaine)	Afrique Australe & de l'Est Afrique Centrale & de l'Ouest Asie Amérique Latine	2	2	2
		1	2	1
		-	-	-
		1	1	1
4	5	4		
Total des Activités terminées		20	22	22
Activités présentées mais n'ayant pas répondu aux exigences requises pour le transfert de fonds (Tanzanie, Ouganda, Namibie, Guinée, Sénégal, Inde)	Afrique Australe & de l'Est Afrique Centrale & de l'Ouest Asie Amérique Latine	3	3	3
		2	3	2
		1	1	1
		-	-	-
		6	7	6
Aucune activité soumise (Mexique, Nicaragua, Venezuela, Brésil, Corée)	Afrique Australe & de l'Est Afrique Centrale & de l'Ouest Asie Amérique Latine + NY	-	-	-
		-	-	-
		1	1	-
		5	5	-
6	6	-		
Totales des affiliés/pays qui n'ont pas pu s'engager dans les activités par pays		12	13	-

L'Union des travailleurs autonomes (SEU), Bangladesh, renforce les compétences de son syndicat en matière de leadership

Par Chine Rahman, secrétaire général intérimaire de SEU

L'Union des travailleurs autonomes (SEU), du Bangladesh, a organisé deux séminaires de développement en leadership s'inscrivant dans le processus de formation de ses membres à Dhaka en 2009 avec le soutien financier de StreetNet dans le cadre du programme de développement de l'organisation. Le premier séminaire a eu lieu du 20 au 22 Novembre 2009 et le second du 27 au 29 Décembre. L'objectif du programme était de développer les connaissances en leadership et les compétences des dirigeants syndicaux dans le secteur de la vente de rue.

44 dirigeants des différents comités locaux de SEU et Bangladesh Sinnamul Hawker Samity ont participé aux séminaires. Les femmes étaient majoritaires, avec 22 femmes et 15 hommes qui ont effectué le programme de séminaire de formation. Le programme abordait les questions suivantes: les droits des colporteurs, la négociation collective, comment gérer les griefs des membres des syndicats et les responsabilités du leadership. Les séminaires ont



Les participants à l'atelier de SEU

Photo: SEU

été coordonnés par China Rahman, Secrétaire général intérimaire de SEU. Grâce à la formation par SEU des dirigeants ont acquis des compétences en leadership qui leur permettront de travailler au niveau de leurs branches et organisations respectives.

AZIEA a organisé un atelier sur l'intégration de la femme

Par Mike Chungu, AZIEA, Zambie

En 2008, une conférence sur la parité a été réalisée pour étudier les caractéristiques du ministère de la parité et déterminer quelle est sa représentativité par rapport aux femmes qui travaillent dans l'économie informelle. AZIEA a décidé qu'un deuxième atelier serait réalisé, pour voir comment les organisations ont répondu à ce problème en mettant en place des politiques de parité dans leurs organisations.

L'Alliance des Associations de l'Economie Informelle en Zambie (AZIEA) a décidé d'introduire une politique de 30% de représentation des femmes dans toutes les structures de prise de décision et 50% de représentation des femmes dans tous les programmes.

L'atelier sur l'intégration de la parité s'est déroulé du 9 au 10 Juillet 2009, et ses objectifs principaux étaient de discuter la politique nationale de parité dans le pays et le projet de loi sur la violence sexuelle, d'identifier les barrières qui entravent l'émancipation de la femme dans les organisations, et de renforcer globalement la confiance des femmes sur le leadership, et créer une plate-forme pour le plaidoyer des questions liées aux femmes.

Le premier jour, le programme a inclu des sessions portant sur la définition des termes sexe, parité, le rôle de la parité ainsi que les violences sexuelles et la loi. Lilian Malunga du Comité des femmes du Congrès Zambien des Syndicats (ZCTU) a présenté la politique Zambienne sur l'intégration de la femme qui a été formulée en l'an 2000, une politique qui a reconnu la discrimination exercée à l'encontre des femmes dans les questions et programmes relatifs au développement. La politique exige la participation égale des femmes et des hommes à tous les niveaux du développement. Le jour suivant, nous avons discuté de l'intégration de la parité dans les Syndicats et de l'importance de considérer les implications liées à la parité et leur impact sur les hommes et les femmes respectivement. Nous avons aussi discuté des mesures antidiscriminatoires pour l'émancipation de la femme syndicaliste comme moyen de renforcer la participation des femmes. Dans la dernière session, les politiques de parité de AZIEA et de ses affiliés ont été discutées. Trois des affiliés n'ont pas encore appliqué le quota des femmes dans la participation et la prise de décisions.

L'atelier a permis de renforcer la compréhension des participants sur les questions de parité, les politiques et la loi sur la parité, et sur la signification de l'égalité entre hommes et femmes dans les syndicats. Le Secrétaire Général a encouragé les participants à mieux appliquer ce qu'ils ont appris en renforçant l'égalité entre hommes et femmes dans leurs organisations.

l'Alliance StreetNet du Ghana organise un atelier sur le renforcement des capacités

Par Juliana Brown de l'Alliance StreetNet du Ghana

Un atelier de deux jours sur le renforcement des capacités dans le développement organisationnel a été organisé par l'Alliance StreetNet du Ghana (SGA) du 29 au 30 Octobre 2009 à l'Institut pour les Etudes du Gouvernement Local (ILGS) de Madina à Accra. L'atelier était organisé avec l'assistance de ILGS. Les membres du Comité Exécutif de l'Alliance et d'autres membres y ont participé. L'atelier visait à :

- Introduire les participants aux concepts de base et pratiques d'organisation d'associations basées sur l'affiliation.
- Familiariser les participants avec les objectifs et avec les activités de SGA.
- Renforcer la capacité des membres pour qu'ils exercent de l'influence sur les politiques et actions des autorités dans leurs activités.
- Améliorer les compétences d'organisation des membres y compris la communication, la comptabilité, le plaidoyer et la mise en réseau.
- Renforcer la collaboration entre les membres et les encourager à engager de manière proactive des acteurs clés dans l'environnement local.

Vingt-six participants ont participé à l'atelier (huit hommes et dix-huit femmes). Les participants étaient essentiellement les membres de l'Exécutif et les membres de l'Alliance StreetNet du Ghana en provenance de quatre marchés différents à savoir: Makola, Circle, Ga East (Madina) et Takoradi.

Durant la tenue de l'atelier, les membres du SGA, par l'intermédiaire du Directeur de ILGS, ont envoyé une résolution au Ministre du Gouvernement Local. La résolution insistait sur la nécessité de mettre en place une consultation et une coopération avec les associations des vendeurs de marché.

Les Membres de GSA ont été encouragés à élaborer des politiques sur la santé et la sécurité pour protéger tous les membres en général. Ils ont noté que l'article 15 de la loi du travail 2003 (act 651) contient des dispositions légales concernant la santé et la sécurité de l'environnement sur le lieu du travail. Les participants étaient unanimes sur le fait que la formation de comités chargés de la sécurité, sur le lieu de travail ou par les associations, aiderait à contrôler les problèmes sanitaires et sécuritaires rencontrés dans les marchés.

KENASVIT: Atelier sur la pratique de la négociation collective pour les vendeurs informels

Par Gladys Kiptum-Yegon, KENASVIT

Un atelier de trois jours portant sur les négociations dans l'économie informelle a été réalisé du 24 - au 26 septembre, 2009 à Nakuru, à l'Hôtel Royal Palm. La formation a été dirigée par Gladys Kiptum, (avocat) et Laurent Apiyo (Organisateur communautaire et consultant avec KENASVIT sur la pacification).

L'atelier a été principalement organisé au profit du comité National Exécutif de KENASVIT, élu en Avril 2009, représentant les membres exécutifs de sept alliances urbaine, au nombre de 20. Les membres de l'exécutif attendaient de l'atelier la possibilité d'acquérir des connaissances et des compétences et d'apprendre comment utiliser les négociations pour bâtir des relations afin d'accroître "notre voix, l'unité, la force et la coexistence pacifique". L'objectif primordial était de s'assurer que tous les participants à l'atelier seraient en mesure d'apprendre ce que la négociation collective pour les travailleurs du secteur informel implique et comment utiliser dans la pratique les compétences acquises dans leurs diverses alliances urbaines. Les principaux outils utilisés étaient les supports développés par StreetNet International sur la "négociation collective pour les travailleurs informels".

Les participants ainsi que les le formateurs ont pris part à un exercice afin d'identifier les problèmes qui affectent les alliances urbaines, qu'ils représentaient et à la fin de l'atelier on leur a assigné la tâche de préparer la conduite de négociations réelles dans un temps limité.

Les présentations réalisées par les membres des tâches qu'on leur avait assignées, ont clairement montré que les membres sont aptes à mener des négociations collectives et qu'avec davantage de formation, ils seront capables de former d'autres membres au niveau des alliances urbaines.



L'Atelier de KENASVIT sur les Négociations collectives: Le facilitateur principal remet le certificat au Président National de KENASVIT, Simon Sangale Nasieku, qui participait aussi à cet atelier

Photo: KENASVIT

Visite d'échange entre ASSOTSI du Mozambique et LDFC, RDC

Par ASSOTSI, Mozambique et LDFC, DRC

Une délégation d'ASSOTSI, Mozambique, comprenant Ramos Vasconselho Marrengula, président, Laura Uquei, coordinatrice des femmes et Armindo Alexandre Guatavo, dirigeant, responsable de la jeunesse, a rendu visite à l'affilié de StreetNet Ligue pour le droit de la femme Congolaise (LDFC) en République Démocratique de Congo (RDC) entre le 29 Septembre et le 4 octobre 2009 en vue d'échanger des expériences entre les organisations dans l'économie informelle.

Le 29 septembre une délégation venant du Mozambique est arrivée à Kinshasa et a été conduite au bureau de LDFC afin de rencontrer le Comité Exécutif de LDFC qui les a accueillis.

Le 30 Septembre les groupes de LDFC et d'ASSOTSI ont rencontré le maire de Kimbanseke. Il y a eu un débat portant sur les problèmes rencontrés par les vendeurs de rue. LDFC et ASSOTSI ont présenté leurs organisations respectives et ont donné des explications sur StreetNet et le travail d'organisation du secteur informel et la responsabilité qu'a chaque affilié de travailler avec le gouvernement local. Le Président d'ASSOTSI a demandé au maire quel type de relation existait entre le maire et les vendeurs de rue. Laura Uquei a soulevé l'importance des femmes dans ce pays et a dit que les femmes avaient joué de nombreux rôles et ont participé autant que les hommes à la guerre de libération. Aujourd'hui, 80 % des femmes du pays travaillent dans l'économie informelle. Armindo Alexandre, organisateur de la jeunesse, a suggéré que le gouvernement joue un rôle plus important en travaillant avec les organisations du secteur informel afin d'élaborer des lois appropriées.

Le maire a dit que 85% de la population de Kimbanseke, le plus grand quartier de la capitale, travaille dans l'économie informelle (65 % des femmes et 20 % des hommes). Malgré le rôle indéniable joué par l'économie informelle, ce lieu n'est pas organisé. Toutefois, par le biais de l'exemple d'ASSOTSI et travaillant avec la LDFC, un effort pourrait être produit en vue de s'assurer que les marchés sont correctement gérés. Le maire a noté que la majorité des femmes a des difficultés à obtenir des crédits et est analphabète. Il a également souligné l'aide que LDFC apporte à cet égard. Il a été convenu qu'en Afrique les africains doivent promouvoir leur culture et soutenir les produits africains et nourriture africaine afin de surmonter la pauvreté.

Le maire a invité la LDFC et ASSOTSI à visiter le marché Ngandu qui était en train d'être construit par la ville afin d'accueillir les vendeurs de rue qui seront transférés de la rue principale, le boulevard Lumumba, pour prévenir les accidents de circulation. La délégation d'ASSOTSI a salué la ville pour la création d'un marché qui sera adapté aux activités de l'économie informelle.

Le lendemain, le 1er octobre, la délégation a rencontré les partenaires de la Confédération Syndicale du Congo qui organisent les collectifs de travailleurs de l'économie informelle. L'organisation ASSOTSI s'est présentée et une discussion sur la région de SADC et l'économie informelle a eu lieu.



Les visiteurs dans un marché en RDC Photo: ASSOTSI

Il a été rapporté que, dans la SADC, l'économie informelle était très forte et qu'il était nécessaire qu'un débat soit engagé entre les pays membres. Plus tard, le groupe a rencontré ADECOM (Association pour le Développement Communautaire) et LUNACOP (Lutte Nationale contre la pauvreté) chez KIVU dans l'est de la RDC, qui sont les partenaires de la LDFC travaillant sur les objectifs de développement du Millénaire des Nations Unies de réduction de la pauvreté d'ici 2015. On leur a exposé les projets sur la santé et l'éducation pris en charge par l'organisation. Lors d'une réunion avec des jeunes, les expériences réalisées au Congo et au Mozambique ont été partagées, et ont fait apparaître le manque de soutien dans la création d'un travail indépendant et ainsi que dans la lutte contre la pauvreté contre le VIH-SIDA engagée par les jeunes.

Le lendemain, le 2 octobre, les visiteurs se sont rendus sur les sites touristiques de la RDC et sur le marché central. Plus tard ils ont visité le marché de Matete où on leur a dit qu'il y'avait des problèmes avec l'administration du marché parce que les commerçants étaient harcelés par la police. La LDFC a essayé d'organiser des collectifs de vendeurs de marché, puisqu'il n'existait aucune structure pour les représenter.

Ensuite, la LDFC a emmené les visiteurs à la rencontre des vendeurs des Mitraille (vendeurs de matériaux recyclables) où l'on a discuté de la possibilité de travailler ensemble pour résoudre les problèmes. Les délégués ont visité les stands où les pièces automobiles étaient en vente. Ils ont noté qu'il n'y avait pas d'abris ni de d'aire de stockage. Les visiteurs se sont ensuite rendus à un endroit nommé Vendeurs de Marché des rebelles, où ils ont appris que les vendeurs faisaient face à des problèmes similaires, tels que les taxes imposées, le harcèlement policier et le manque d'abris. Au Marché de Liberté Kabila/Masina, les visiteurs se sont réjouis de la bonne et de l'apparition des fruits, légumes, poissons fumés et vendeurs de viande.

Le samedi 3 Octobre, la délégation a rencontré les administrateurs des marchés venant des 32 quartiers, et les membres des Associations de la LDFC où il a été remarqué que les lois qui régulent les intérêts des vendeurs de marché au Mozambique, sont nécessaires en RDC.

Plus tard, la délégation a visité un des projets de la LDFC, la porcherie. Le Dimanche, 4 Octobre, le dernier jour de la visite, les visiteurs ont été emmenés en visite au projet rural de la LDFC où l'agriculture est pratiquée sur 64 hectares de terres.

La visite d'échange a été un succès sur tous les plans, avec l'achèvement du programme convenu avec la LDFC. Un seul problème est survenu à l'arrivée, lorsque le groupe d'ASSOTSI n'a pas été autorisé à quitter l'aéroport jusqu'à ce que la LDFC n'intervienne, parce que les visiteurs n'avaient pas leurs certificats de quarantaine.

En conclusion, la LDFC et ASSOTSI recommandent à StreetNet, qu'une structure soit mise en place pour permettre aux affiliés membres de la SADC de rapporter les problèmes du secteur informel.

Journée Africaine le 25 Mai 2010

Une réunion de la Campagne WCCA se tiendra conjointement avec la réunion du Conseil International de StreetNet à Maputo(Mozambique) du 06 au 07 Mai. Les affiliés de StreetNet en Afrique vont coordonner les projets de la campagne WCCA pour marquer toutes la Journée Africaine le 25 Mai et soutenir l'appel de la campagne Sud africaine WCCA pour une Coupe du Monde 2010 exempte de xénophobie.

Les réunions et dates de StreetNet pour l'année 2010

May Journée Internationale du Travail	01 Mai
Réunion du Comité Exécutif, Maputo (Mozambique)	03 Mai
Réunion du Conseil International de StreetNet, Maputo (Mozambique)	Du 04 au 05 Mai
Réunions Africaine sur la campagne "Villes de Classe Mondiale pour Tous" à Maputo, Mozambique	Du 06 au 07 Mai
Journée Africaine	25 Mai
Juin Coupe du Monde (FIFA), Afrique du Sud	Du 11 juin au 11 Juillet
Août Réunion du Comité Exécutif, Cotonou, Bénin	09 Août
Troisième Congrès International de StreetNet International, Cotonou, Bénin	Du 10 au 12 Août
Réunion thématique sur le Commerce Mondial Cotonou, Bénin	Du 13 au 14 Août
Octobre Atelier Régional d'Asie	date à définir
Décembre Journée Mondiale du SIDA	01 Décembre

Campagne Villes de Classe Mondiale pour Tous (WCCA) - Afrique du Sud

Les vendeurs Informels du Cap Occidental demandent l'arrêt des expulsions



La coalition de WCCA Cape Town et des vendeurs de rue du Cap de l'Ouest a tenu un piquet de grève devant le bureau du Maire de la ville le 24 Novembre 2009, et a présenté un memorandum à son Excellence, l'Honorable Don Plato, Maire de la ville de Cape Town demandant un moratoire sur les expulsions, les confiscations et harcèlements perpétrés par la municipalité, par Metrorail et par Intersite et ses filiales. Photo: StreetNet

Durban – La Campagne WCCA réclame la fin de la violence contre les femmes et les enfants

La salle d'audience était remplie par les femmes vendeuses informelles le 9 Décembre, qui venaient écouter et partager leurs inquiétudes sur la violence contre les femmes et sur les besoins en matière de santé et de sécurité sur leurs lieux de travail, tels que marchés et trottoirs où elles travaillaient. La nécessité de s'organiser pour faire en sorte que les lieux de travail soient exempts de toute forme de harcèlement, sexuel ou autre, comme les abus des droits des femmes vendeuses informelles perpétrés par le gouvernement local et par la police, a été soulignée par les orateurs venus des organisations partenaires de la campagne WCCA y compris SASEWA, COSATU, SANCO, SACP, FED-UP et MATO. Phumzile Xulu, chargée de l'organisation de la campagne WCCA à Durban a expliqué que les objectifs de la campagne consistent à défendre les droits des vendeurs informels et des pauvres urbains contre l'expulsion de la part des villes qui



L'atelier de la Campagne WCCA

Photo: StreetNet

Durban: "Non à la démolition du marché de Warwick!"



Le 18 Novembre 2009, une marche de protestation a été organisée par les organisations et comités des vendeurs de rue qui ne soutiennent pas la construction d'une galerie commerciale que la municipalité compte faire. Un memorandum sur lequel se trouve la liste de leurs objections a été remis au ministre de la province de Kwazulu Natal chargé des affaires économiques et du tourisme, Mike Mabuayakhulu, et a été accepté par Léonard Mabaso, porte parole du Ministre. Photo: StreetNet

organisent les événements sportifs internationaux.

Le 15 Décembre 2009, l'Association des vendeurs de marché de Warwick (EMMA) et son groupe de soutien ont célébré les 99 ans d'existence du marché et ont organisé un jeu dans le cadre de la campagne nationale de 16 jours contre les abus çà l'encontre des femmes et des enfants. 99 lampes ont été allumées pour marquer le nombre d'années d'existence de ce marché et rendre hommage à la lutte entreprise pour le conserver, face aux efforts déployés par la municipalité en vue de le démolir et construire une galerie marchande d'une valeur de plusieurs millions de rands et une gare de taxi-minibus, à temps pour la coupe du monde de la FIFA de 2010.

Source: Le site Web de StreetNet www.streetnet.org.za

Lancement de la Campagne WCCA à Nelson Mandela Bay

Par Paul Shambira, Organisateur de la Campagne WCCA

La Campagne Villes de Classe Mondiale pour Tous (WCCA) a été inaugurée à Nelson Mandela Bay le 17 Novembre 2009, à la Mairie. La campagne WCCA demande que l'expulsion des vendeurs de rue et des pauvres urbains ne soit pas réalisée sans que des alternatives soient proposées, et exige la mise-en-place d'un dialogue social et de négociations, dans le cadre de la préparation de la coupe du monde de la FIFA de 2010. Un rapport sur les réunions qui ont eu lieu jusque là entre les partenaires de campagne WCCA et la municipalité de Nelson Mandela Bay a également été remis. Les organisations de vendeurs de rue et les partenaires de la campagne tels que COSATU, SANCO, SAMWU, SACP et les associations des taxi-bus étaient représentés à cette inauguration. L'inauguration de la Campagne WCCA à Nelson Mandela Bay a suivie de celle de Cape Town qui a eu lieu le 12 Octobre 2009.